



Mobilisons- nous pour empêcher l'inacceptable !

Des informations inquiétantes nous parviennent de la réunion du **Conseil d'administration d'Ile-de-France Mobilités du 17 avril 2019** où le Gouvernement par le biais du Préfet de Région s'apprêterait à de nouveau passer outre les oppositions grandissantes de tous bords pour **privilégier les travaux du « train des riches », le CDG Express, au détriment de travaux utiles aux transports du quotidien.**

Le Président MACRON et le Gouvernement vont-ils sacrifier les travaux de la mise en accessibilité (PMR) des gares, la régénération du réseau ferroviaire en IDF, l'amélioration des conditions de transports des trains du quotidien, qui en ont bien besoin, pour privilégier le CDG Express, train ségréatif, mobilisant pour l'heure **près de 2.5 milliards d'euros d'argent public** et prévu pour transporter 17 000 voyageurs par jour alors que le RER B en transporte près de 900 000 !?

Vont-ils prendre la responsabilité, au regard des impacts négatifs générés par le CDG Express, tant en phase travaux qu'en phase exploitation d'aggraver encore plus les conditions de transports (suppression de trains, fermetures de lignes, allongement temps de parcours, transferts par bus...) de près de 2 millions d'usagers du quotidien ?

Au moment où les citoyens doutent sérieusement de la parole publique, au regard des promesses non tenues et des engagements reniés, où sont passées les déclarations maintes fois ressassées par le Président MACRON et sa Ministre des Transports de donner la priorité aux transports du quotidien ?

Jusqu'à maintenant personne n'a pu nous expliquer en quoi, par exemple, le CDG Express va constituer une valeur ajoutée pour l'attractivité économique d'une région qui présente le 2eme PIB des régions d'Europe et qui a battu des records de fréquentation touristique en 2018 !!

Non, le CDG Express ne répond pas à l'intérêt général, bien au contraire puisqu'il va contribuer à dégrader encore plus la ponctualité des circulations sur les lignes B, K et P entres autres, sans parler qu'il va aussi pénaliser une relance pourtant nécessaire du Fret ferroviaire !

Les moyens qui sont consacrés au CDG Express (financiers, humains, techniques, matériels...) doivent être réorientés vers les transports du quotidien !

Si d'aventure, comme nous le supposons, l'acharnement de MACRON et de son gouvernement à réaliser coûte que coûte le CDG Express, a un lien de causalité avec la privatisation d'Aéroports de Paris, **ce serait là un choix éminemment politique, un choix de société, un choix de classe !**

C'est dire si MACRON et son gouvernement jouent gros dans ce dossier !

Raison de plus pour continuer d'amplifier les mobilisations en exigeant **l'abandon du CDG Express** et que soient étudiées les propositions alternatives que nous mettons sur la table !

Paris, le 17 avril 2019



ASSOCIATION
REGROUPANT COLLECTIFS D'USAGERS
ÉLU-E-S
ORGANISATIONS SYNDICALES
PARTIS POLITIQUES

